

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 8 décembre 2021
(Convocation du 1^{er} décembre 2021)

Aujourd'hui, le huit décembre deux mille vingt et un à 16h, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, en vertu du chapitre II du règlement intérieur et selon la loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021, sous la présidence de Monsieur Paul Carrère

Étaient présents en visioconférence :

Mesdames et Messieurs Dominique Degos, Céline Salles, Paul Carrère, Charles Pelanne, Bernard Pouban, Bernard Verdier

Étaient excusés :

Messieurs Thierry Carrère, Gérard Castet

Secrétaire de séance :

Madame Céline Salles

OBJET : Conventions / Risques fluviaux - Convention de mise à disposition de parcelles à destination de l'ASA des grandes prairies de Téthieu

Exposé des motifs :

Durant les premières années de création de l'Institution Adour, au cours des années 1970 -1980, plusieurs ouvrages ou portions d'ouvrages de protection contre les inondations ont été construites ou réparées sous maîtrise d'ouvrage de l'établissement. Dans le cadre de ces opérations, l'Institution Adour a acquis la maîtrise foncière d'une partie des parcelles sur lesquelles sont intervenus les travaux. Ainsi, l'Institution Adour est propriétaire de 2 100 mètres linéaires de la partie de digue construite en 1985 en prolongement de l'ouvrage existant le long de l'Adour sur les communes de Pontonx-sur-l'Adour et Téthieu.

La compétence GEMAPI a été attribuée aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre depuis le 1^{er} janvier 2018.

Dès lors, sur le périmètre de l'Adour moyen notamment, l'EPTB a accompagné plusieurs EPCI-FP dans leurs choix quant aux ouvrages de protection contre les inondations à conserver et transformer en systèmes d'endiguement.

Pour décision conjointe de la communauté de communes du Pays Tarusate de la communauté d'agglomération du Grand Dax, la digue dite de « Gurgues - Ingous » sise sur les communes de Pontonx-sur-l'Adour et Téthieu n'a pas été retenue en tant que système d'endiguement.

Au regard des enjeux agricoles protégés par cet ouvrage, l'ASA des grandes prairies de Téthieu souhaite aujourd'hui pouvoir disposer du foncier propriété de l'EPTB afin de déclarer et entretenir cet ouvrage en tant que remblai en lit en majeure.

Vu l'arrêté préfectoral en date du 3 avril 1985 déclarant d'utilité publique les travaux à conduire par l'Institution Adour sur la digue de Pontonx - Téthieu,

Vu l'arrêté préfectoral modifiant et complétant l'autorisation du 3 avril 1985 autorisant l'Institution Adour à créer une digue le long de l'Adour aux lieux dits Gurgues / Bois d'Ossens sur le territoire des communes de Pontonx-sur-l'Adour et Téthieu,

Vu la délibération n°3 en date du 3 juin 2021 de la communauté de communes du Pays Tarusate sollicitant le déclassement de la portion classée de la digue « Gurgues - Ingous » sise sur la commune de Pontonx-sur-l'Adour,

Vu la délibération n°DEL116-2021 en date du 21 octobre 2021 de la communauté d'agglomération du Grand Dax relative à la décision de non classement de la digue de Gurgues - Ingous en système d'endiguement,

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.



Vu la volonté de l'ASA des grandes prairies de Téthieu de conserver l'ouvrage et de le gérer en tant que remblai en lit majeur,
Considérant les parcelles propriétés de l'EPTB sur lesquelles est partiellement établi l'ouvrage,

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- d'approuver les termes de la convention de mise à disposition des parcelles de l'EPTB au profit de l'ASA des grandes prairies de Téthieu,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 8 décembre 2021 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 17/12/2021

Reçu en préfecture le 17/12/2021

ID : 040-254002264-20211208-B29_2021-DE



ASA des grandes prairies de Téthieu

CONVENTION

Mise à disposition de parcelles

Entre d'une part,

L'**Institution Adour**, établissement public territorial de bassin, sise 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président Paul Carrère, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération du comité syndical n° B29/2021 en date du 8 décembre 2021,

Ci-après dénommée : l'EPTB

Et d'autre part,

L'**association syndicale autorisée des grandes prairies de Téthieu** dont le siège social est établi à la Mairie de Téthieu - 373 rue de l'église - 40990 Téthieu et représentée par son président Jean-Marie Darbayan, dûment autorisé à signer la présente convention,

Ci-après dénommée : l'ASA

Vu les lois MAPTAM du 28 janvier 2014 et NOTRe du 7 août 2015 affectant la compétence GEMAPI aux EPCI-FP,

Vu l'arrêté préfectoral du 7 février 2011 classant l'ouvrage de protection contre les inondations dit « Gurgues - Bois d'Ossens » sis sur la Pontonx-sur-l'Adour en digue de classe C,

Vu la délibération n° 21-06-03 en date du 3 juin 2021 de la communauté de communes du Pays Tarusate sollicitant le déclassement de la portion classée de digue Gurgues-Ingous sise à Pontonx-sur-l'Adour telle qu'indiquée dans l'arrêté préfectoral sus-cité,

Vu l'arrêté préfectoral en date du xxxxx actant le déclassement de la digue susmentionnée,

Vu la délibération n° DEL116-2021 en date du 21 octobre 2021 par laquelle la communauté d'agglomération du grand Dax décide de ne pas retenir l'ouvrage dit de Gurgues - Ingous en tant que système d'endiguement,

Considérant le courrier de l'ASA des grandes prairies de Téthieu en date du 27 novembre 2021 précisant la volonté de l'ASA de régulariser la situation administrative de l'ouvrage dit « Gurgues - Ingous » et sollicitant son autorisation au titre de l'article R.214-1 du code l'environnement en tant que remblai en lit majeur,

Considérant les statuts de l'ASA des grandes prairies de Téthieu arrêtés par arrêté préfectoral en date du xxxxxx,

Il est établi :

Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de la mise à disposition des parcelles sur lesquelles est installé le remblai dit de Gurgues / Ingous », propriétés de l'EPTB, au profit de l'ASA dans le cadre de la régularisation administrative de l'ouvrage conformément aux articles R 214-32 et R 214-53 du code de l'environnement.

Article 2. Identification des parcelles objets de la présente convention

Les parcelles objets de la présente convention, propriétés de l'EPTB sont listées dans le tableau ci-après :

commune	section	numéro	superficie (m ²)
Pontonx-sur-l'Adour	BR	122	3 349
Pontonx-sur-l'Adour	BP	24	2 444
Pontonx-sur-l'Adour	BP	25	1 784
Pontonx-sur-l'Adour	BP	26	1 711
Pontonx-sur-l'Adour	BP	46	1 075
Pontonx-sur-l'Adour	BP	47	451
Pontonx-sur-l'Adour	BP	52	963
Pontonx-sur-l'Adour	BP	147	8 532
Pontonx-sur-l'Adour	BP	187	4 270
Pontonx-sur-l'Adour	BP	188	637
Pontonx-sur-l'Adour	BP	189	2 479
Pontonx-sur-l'Adour	BP	190	1 006
Pontonx-sur-l'Adour	BP	191	2 738
Pontonx-sur-l'Adour	BP	196	24
Pontonx-sur-l'Adour	BP	198	1 204
Pontonx-sur-l'Adour	BP	201	799
Pontonx-sur-l'Adour	BP	203	2 365

Article 3. État des parcelles

Les parcelles mises disposition supportent un ouvrage de type remblai.

L'ouvrage objet de la présente convention est représenté sur la carte annexée.

Il s'agit d'un remblai en terre situé sur la commune de Pontonx-sur-l'Adour et localisé en haut de berge de l'Adour (rive droite).

Il est en outre constitué d'un déversoir d'une longueur totale d'environ 805 m calé à une altitude de 10,60 m NGF et de quatre ouvrages hydrauliques traversants munis de clapets anti-retour.



Article 4. Conséquences de la mise à disposition pour l'ASA et pour l'EPTB

4.1. L'ASA, en tant que pétitionnaire effectue les démarches et obligations relatives à la régularisation, la gestion, l'entretien et les éventuelles réparations de l'ouvrage présent sur les parcelles de l'EPTB

Sauf en ce qui concerne les dispositions prévues aux 4.2 à 4.3 ci-après, l'EPTB n'a pas d'obligation vis à vis de l'ASA autres que celles définies par la présente convention.

4.2 L'ASA est autorisée à effectuer tous travaux utiles sur l'ouvrage présent sur les parcelles mises à disposition. Toutefois, l'ASA est tenue, au préalable de la réalisation de ces travaux :

- d'informer l'EPTB avec un préavis d'au moins un mois pour les travaux envisagés par l'ASA
- d'informer l'EPTB dans un délai d'au moins trois mois, et par exception dûment justifiée par les contraintes qu'ils génèrent, pour les travaux que l'EPTB devra impérativement réaliser lui-même pour le compte de l'ASA

4.3 L'EPTB s'abstient de toute action tendant à nuire à l'ouvrage présent sur les parcelles mises à sa disposition..

Article 5. Responsabilités

L'ASA est seule responsable des aménagements nécessaires pour l'adaptation de l'ouvrage présent sur les parcelles mises à disposition. À ce titre, toute autorisation administrative en vertu de la rubrique 3.2.2.0. de la nomenclature de la loi sur l'eau impliquant l'ouvrage est demandée par l'ASA ou pour son compte.

Article 6. Entrée en vigueur

La présente convention entre en vigueur au lendemain de sa signature.

Article 7. Durée de la convention et renouvellement

La convention est établie pour une durée de 5 ans à compter du 1^{er} janvier 2022. Elle est renouvelable par reconduction expresse.

La convention sera échue en cas de cession à un tiers des parcelles mises à disposition. Dans un tel cas, l'ASA sera informée au préalable de la cession des parcelles

Article 8. Modification de la convention

La convention pourra être modifiée par voie d'avenant accepté des deux parties.

Article 9. Clause compromissoire et de compétence juridictionnelle

Tout litige né de l'application ou de l'interprétation de la présente convention sera soumis à la compétence juridictionnelle du tribunal administratif de Pau. Préalablement à la saisine de cette juridiction, les parties mettront en œuvre une procédure de conciliation amiable constituée par l'échange d'au moins deux correspondances. En cas d'échec dûment constaté par les parties, la partie la plus diligente procédera à la saisine du tribunal administratif. Elle en informera l'autre partie quinze jours à l'avance.



Fait en 2 exemplaires originaux.

A Mont-de-Marsan, le

Pour l'Institution Adour
le Président,

Pour l'ASA des grandes prairies de Téthieu
Le Président,

Paul CARRÈRE

Jean-Marie DARBAYAN

projet



Annexe



